

Le bluff et la ruse de la bourgeoisie ne trompent pas la classe ouvrière

C'EST maintenant, avec le recul d'un mois et avec les informations sur le mouvement en province, que l'on peut mesurer exactement la force révolutionnaire de la grève généralisée du mois d'août.

Ces informations précieuses qui pouvaient donner le dynamisme et enflammer tous les travailleurs en lutte, les dirigeants syndicaux et politiques se sont bien gardés, alors qu'ils en avaient connaissance, de les communiquer, de les donner en exemple.

C'est ainsi qu'à Nantes, à Creil, au Havre, à Rouen, à Angers et dans de nombreuses autres villes de province les travailleurs, poussés par la logique de cette grève générale descendante dans la rue manifestent, le drapeau rouge en tête et opposent le pouvoir de leurs comités de grève aux autorités communales ou préfectorales de la bourgeoisie.

Ainsi, si la classe ouvrière n'a pas remporté une victoire matérielle, si elle n'a pu arracher ses revendications à un gouvernement et à un patronat assurés de la complicité des dirigeants syndicaux, elle a remporté l'énorme victoire, cette véritable victoire dont la bourgeoisie a pris conscience : L'unité d'action dans une grève quasi générale aux perspectives révolutionnaires.

La levée du siège de l'Etat bourgeois après la trahison des directions ouvrières n'est ainsi qu'une trêve. Les travailleurs restent mobilisés.

L'entêtement magnétique des métallos et des gars du bâtiment du Havre qui continueront, malgré leur isolement, leur grève, les débrayages dans diverses villes par les employés des P.T.T., le mécontentement général qui se manifeste dans toutes les professions annoncent une nouvelle levée en masse.

Le gouvernement ne sait que bluffer et ruser et encore très mal. Alors que le « coup des campagnes de baisse des prix » ne trompe plus personne, Laniel a cru que cette farce allait apporter l'apaisement en y joignant l'annonce du « rajustement dégressif des salaires inférieurs à 25.000 fr. » et annoncé une réduction du budget de guerre de cent milliards.

Les artifices employés par la bourgeoisie ne changeront rien, ils ne servent et ne serviront sûrement pas à prolonger la trêve dans la lutte à mort qu'a ouverte la classe ouvrière au mois d'août contre le régime. Ces artifices,

la bourgeoisie ne les offre que pour donner le change à sa panique. Elle ne peut pas même gagner du temps. La trêve que les travailleurs ont acceptée, contrainte, cessera quand ils auront assimilé l'enseignement et tiré toutes les leçons de leur action du mois d'août. Le gouvernement a compris tout le danger de cette trêve. Dans le but d'écraser l'offensive prochaine des travailleurs il a fait voter une série de décrets-lois visant l'interdiction pure et simple des grèves. La bourgeoisie se trompe si elle pense si facile d'écraser la classe ouvrière.

Et c'est plein de l'enseignement d'août 53, riches d'une expérience formidable que les travailleurs se lanceront à nouveau dans la lutte, balayant leurs directions pourries, derrière une avant-garde nouvelle, derrière la direction révolutionnaire des militants qui sauront se révéler dans la lutte.

Le trafic des piastres

Un gang hautement protégé

La guerre d'Indochine, avec cette nouvelle affaire du scandale des piastres, illustre très clairement toute la pourriture que suscite les guerres du monde capitaliste. Mais les chagrins se sentent encore plus à l'aise quand il s'agit d'une guerre colonialiste comme celle d'Indochine. Alors, là, les affairistes de tous poils trouvent le milieu idéal auprès des colonialistes, aventuriers cupides et sans scrupules, dont la devise première est : la fortune rapide par tous les moyens. Dans les colonies, les vrais maîtres sont les colons ; les politiciens se manoeuvrent, se déplacent, s'achètent. Les scandales ne se comptent plus en Indochine. Tout récemment, l'affaire des généraux avait fait grand bruit ; quand Roger Peyré, l'homme de paille, ayant pris le large assez facilement, l'affaire se classait tout bonnement. Et puis, subitement, un pavé est lancé dans cette mare. Un M. Jacques Despuech, ancien fonctionnaire de l'Office des Changés à Saigon, rapatrié en France contre son gré, sous prétexte de maladie, se fâche tout rouge, et sous le coup de la colère (dont il exprime ses regrets par la suite), il fait éditer un livre intitulé le « Trafic des piastres ».

Le livre jette un froid, l'auteur re-

Le prétendu "Front Démocratique et Social" TENTATIVE DE DUPERIE

On sait que dans le fief électoral de Guy Mollet, secrétaire général du Parti socialiste, à Bruay-en-Artois, a été lancée l'idée d'un « Front Démocratique et Social », à l'instigation des politiciens de la S.F.I.O. et de Force Ouvrière. De quoi s'agit-il ? Le Populaire et Franc-Tireur nous ont amplement renseignés, en commentant les déclarations de Guy Mollet : le Front Démocratique et Social regrouperait aux côtés de la S.F.I.O. et de son appendice « Force Ouvrière » les chrétiens non cléricaux, donc la gauche de la C.F.T.C. et même la C.F.T.C. tout entière, les radicaux du style Mendès-France et peut-être... les stalinien sous certaines conditions. Le but : la constitution d'une sorte de Front Populaire modéré, la marche vers un gouvernement de S.F.I.O. et de

M.R.P. et radicaux « de gauche » dont le but serait la satisfaction de revendications partielles et au maximum une sorte d'association capital-travail sous le nom plus socialisant de « co-gestion ».

L'appel aux stalinien est indirect : Guy Mollet les accuse de faire le jeu de la droite par leur tactique actuelle et refuse un Front unique vague, propice aux manœuvres stalinien et dont les chefs socialistes feraient les frais, mais on accepte un Front avec des garanties et on laisse entendre (voir l'article de Jean Rous, dans Franc-Tireur du 19-20 septembre) que rien ne devrait empêcher les stalinien de voter, comme les S.F.I.O., pour un gouvernement Mendès-France qui traiterait la paix en Indochine, l'apaisement en Afrique du Nord, et un certain équilibre

économique. Jusqu'ici le P.C.F. n'a montré que mépris pour les tentatives socialistes, mais un semi-neutritisme à la Mendès-France et les desseins du Kremlin pourraient modifier du jour au lendemain la tactique stalinienne comme elle fut modifiée brusquement en 1935 par le passage de la propagande pour le Front Unique à la base (au détriment des chefs S.F.I.O.), à l'acceptation du Front Populaire. Alors se dresserait la perspective d'un sauvetage provisoire du régime, juste le temps de calmer, puis de décourager la classe ouvrière avant un retour à la réaction, vers la guerre. Un renouvellement donc des illusions et trahisons de 1936-1939.

L'intérêt du Congrès Radical d'Aix-les-Bains, pour le discours de Mendès-France, l'embaras de Martinand-Déplat et Edgar Faure sont des indices : la Franc-Maçonnerie qui a mis tous ses espoirs dans le « frère » Mendès-France, son meilleur instrument politique, le Parti Radical et certains milieux du Patronat qui subventionnent ce dernier depuis l'abandon de la carte R.P.F., sont inquiets devant ce qu'ils peuvent apercevoir de la marche actuelle vers un régime autoritaire fascisant. Incapables de sauver le parlementarisme qui s'effrite chaque jour davantage, ils refusent de disparaître de la scène de l'histoire et cherchent tous les moyens susceptibles d'écarter le spectre de la dictature qui, s'étant appuyée sur eux, les liquiderait ensuite au profit du capitalisme dirigé. Tout les porte donc à tenter de faire revivre l'immense duperie de 1936-1939 et en cela ils se retrouvent tout près des socialistes effrayés à la fois des perspectives de pouvoir dictatorial qui les liquiderait et de la Révolution sociale qui les effacerait.

Mais l'histoire ne se renouvelle jamais purement et simplement et a signifié leur congé irrévocable à ces survivants : la crise aiguë du régime ne laisse plus de place pour les demi-mesures et les réformes. Inévitablement, le choix est posé : ou la seule survie provisoire du capitalisme par la dictature, ou la Révolution.

Nos stratèges francs-maçons, radicaux et socialistes oublient que la classe ouvrière vient de faire de

nouvelles expériences et marche vers une conscience accrue de la Révolution nécessaire. Ils oublient aussi que le maître américain ne s'embarasse pas de subtilité, que sa confiance et son choix brutal se sont portés sur la droite qu'elle soutient en Allemagne et en Italie et sur la dictature de type militaire qu'elle soutient en Espagne et dans les Etats d'Amérique centrale et du Sud, où le capitalisme yankee est resté le maître. Pour les plus routés des dirigeants socialistes, ceux qui ne croient pas au Front Démocratique et Social, il ne peut s'agir au plus que de redorer le blason de leur parti à des fins strictement électorales. Eux aussi se trompent : quoi qu'ils fassent, la S.F.I.O. n'est plus que le parti des débris et des débris de parti.

Même un ralliement des stalinien ne permettrait qu'un inter-règne bien court d'une politique centriste avant le retour inexorable à la réaction déclarée. Mendès-France ne pourrait d'ailleurs que camoufler sous des phrases progressistes une politique aussi rétrograde que celle de Pinay ou de Laniel. Et la classe ouvrière, cette fois, ne marcherait pas.

Franc-Tireur oserait écrire que le Front Démocratique et Social était « l'expression du mouvement populaire né des grèves d'août ». La vérité, c'est qu'en dehors des colonnes de Franc-Tireur et des Congrès dont les travailleurs se soucient fort peu, le pays ignore et veut ignorer ce succédané du Front Populaire. L'expression du mouvement populaire né des grèves d'août, c'est la volonté de combattre, de reprendre la lutte, de s'unir sans et contre les dirigeants des partis et des syndicats, d'arracher les revendications par l'action directe, par la grève générale.

Quand nous écrivions il y a quelques mois que la réaction et la dictature ne passeraient pas sans que la classe ouvrière se réveille, et violemment, nous faisons sourire les pessimistes et les vaincus d'avance. Pourtant, l'explosion des grèves d'août a confirmé nos analyses et, cette fois, c'est résolument vers la Révolution sociale que les travailleurs de l'avant-garde tournent les yeux et rassemblent leurs énergies.

FIANDRE.

Laniel chez le patron

ALORS que l'U.R.S.S. modifie actuellement sa tactique impérialiste interne, par le limogeage, l'écartement, des organes d'Etat, de la fraction attachée à la politique de l'industrie lourde — et pour donner un nouvel essor à l'agriculture, tant en Russie que dans les pays satellites — les U.S.A. poursuivent également la mise en place de leur système impérialiste.

Eisenhower convoque le larchin Laniel. Pourquoi ?

Pour accorder le prêt des 385 millions de dollars, permettant ainsi la poursuite de la guerre d'Indochine, sous la condition expresse d'obtenir de sérieuses garanties de la classe bourgeoise dirigeante de France, incarnée en Laniel. Ces raisons sont multiples :

— Répugnance des « businessmen », à la suite du magnétique mouvement de grève d'août, qu'il ne pouvait manquer d'affaiblir le capitalisme occidental, en mettant en danger l'existence du régime bourgeois. La réunion du Parlement n'apporterait aucune solution valable aux problèmes ouvriers, un retour à un état révolutionnaire pouvant se produire d'ici les mois prochains.

— Mécontentement suscité par la déposition du sultan du Maroc, qui risque de provoquer des remous dangereux dans les pays de la Ligue Arabe et de produire un virus « anti-impérialiste occidental » particulièrement violent (terrorisme généralisé en A. F. N. Politique de provocation chez Neguib. L'Iran susceptible de tomber sous la dépendance du parti Toudch, favorable à la Russie). D'où l'absence dans le système occidental.

— Toute erreur des républicains U.S. serait exploitée à fond par les démocrates (Truman-Stevenson), qui ne perdent point de vue les élections municipales de 1954 et la lutte présidentielle pour 1956.

Que va exiger le Gouvernement U.S. ? — Reconnaissance de la C.E.D., c'est-à-dire du plein réarmement allemand.

La position Adenauer s'est renforcée, grâce à son « succès » électoral, et l'Amérique imposera la résurrection du militarisme allemand, en faisant Adenauer champion de l'unité européenne. La bourgeoisie française a déjà,

en fait, accepté le réarmement allemand, malgré les « pleuricheries » du Congrès radical, en la personne même du Herriot qui, tout en estimant favorablement les possibilités d'une « entente entre la Communauté européenne de défense et la Russie », et de tenter une Conférence à quatre (Eisenhower-Michel).

(Suite page 2, col. 1.)

Assurons tous ensemble la parution hebdomadaire de notre journal

LE LIBERTAIRE devrait reprendre, après ce numéro, sa parution régulière chaque semaine. Nous pourrions évidemment prendre le risque de cette repartition hebdomadaire, mais nous nous refusons à cette aventure si nous ne sommes pas assurés de l'effort maximum de chacun pour faire face à l'énorme dépense du redémarrage, dépense qui ne pourrait être recouverte qu'après de longues semaines, par la rentrée des ventes.

Aussi, camarades, nous vous faisons un appel urgent, nous vous demandons encore une fois un effort maximum.

Nous comprenons tous la nécessité, dans cette période d'agitation sociale, dans cette période qui annonce une grande levée révolutionnaire, de diffuser chaque semaine notre LIBERTAIRE, d'assurer par lui notre présence constante parmi les travailleurs.

Si notre LIBERTAIRE n'était pas assuré de sa parution, c'est notre organisation qui ne serait plus assurée de voir s'étendre son influence, c'est nos militants qui se verraient retirer l'outil indispensable à leur propagande.

CAMARADES, VOTRE JOURNAL DOIT VIVRE, il doit reprendre à la date prévue sa parution régulière. Envoyez d'urgence votre souscription au C.C.P., René Lustre, 8032-34, 145, quai de Valmy, Paris-10°.

du capitalisme, industriels et banquiers trafiquaient là-bas à qui mieux mieux.

On achetait les consciences des hauts fonctionnaires, on menaçait de mort les indisciplinés, on « foutait » dans le bain les politiciens. Gangsters et Cie, voilà le vrai visage du colonialisme, voilà les souteneurs de la guerre d'Indochine. Mais les meilleurs soutiens du colonialisme français, l'aristocratie vietnamienne, les généraux mercenaires indochinois, les personnalités religieuses caodistes profitaient également du trafic pour augmenter les prébendes versées par l'impérialisme français. Toute une vermine qui grouillait sur la misère du peuple d'Indochine qui crève chaque jour dans les rizières.

Entre deux voyages en avion, les hauts commissaires en Indochine bavent dans des conférences de presse où il est question de la mission civilisatrice de la France et de la défense des libertés en Asie, quel cynisme ! A Paris, le très M.R.P. Coste-Fléret faisait, en 1949, l'éloge de M. Franchini (dans le bain jusqu'au cou actuellement), le qualifiant

Roger CARON.
(Suite page 2, col. 6.)

L'ASSASSINAT DE HÉDI CHAKER La décapitation du Néo-Destour poursuivie dans le meurtre par le Gouvernement français

HÉDI CHAKER est mort assassiné. Il était président de la Fédération néo-destourienne de la région de Sfax, membre du Comité directeur du parti où il occupait les fonctions de trésorier général. Après la destitution du ministre Chenik, il avait été emprisonné à Labarba, puis à Ramada et au fort de Djirba. Depuis quatre mois, il était en résidence surveillée à Nabeul.

Le crime est encore une fois signé des assassins, pas plus que ceux de Ferhat Hached, ne seront inquiétés. L'assassinat qui vient d'être perpétré est une raison d'Etat. Protégés par la toute puissance des colons français et à la solde du gouvernement français qui les arme, les tueurs de la « Main rouge » agissent impunément et, comme preuve, ne dit-on pas aujourd'hui que la mitrailleuse, arme du crime, est la même qui abat Ferhat Hached.

L'assassinat de Hédi Chaker, tout comme celui de Ferhat Hached, a été prémédité. Les complicités sont flagrantes. Nous affirmons que les tueurs n'agissent pas fortuitement. Le déroulement du crime est préparé à l'avance. Nous n'oublions pas les circonstances du meurtre de Ferhat Hached. Voici, selon « Le Monde », celles de Hédi Chaker :

Vers 2 heures du matin, M. Hédi Chaker, en résidence surveillée à Nabeul, aurait, selon les renseignements officiels, téléphoné au poste de police pour demander du secours : des inconnus tentaient en effet de défoncer la porte de la maison qu'il habitait. A leur arrivée, on ne précise pas le temps écoulé entre le coup de téléphone et la venue sur les lieux — les policiers trouveront vide la maison, dont la porte d'entrée avait été mise en pièces par l'explosion d'un engin. Les enquêteurs apprirent également que réveillés par la déflagration, les voisins avaient vu des individus pousser de force dans une automobile une personne qui se débattait, puis le véhicule démarra à toute vitesse.

Aux premières heures de la journée de dimanche, le cadavre de M. Hédi

Chaker était découvert criblé de balles de mitrailleuse à hauteur de l'oued Saïd, sur la route de Nabeul à Grombalia.

Nous avons relevé particulièrement dans la relation de ces faits le non-empressement de la police, fait signalé aussi par ledit journal.

Est-il besoin d'aller chercher plus loin les complicités ? Nullement. Elles se trouvent au sein même des autorités françaises et des forces répressives qui agissent sur le sol tunisien.

Le zèle de la police française en Tunisie contre les auteurs d'attentats envers des personnalités coloniales, qu'elle découvre assez facilement, ne se montrera pas aussi efficace contre

les tueurs de Ferhat Hached ou de Hédi Chaker. Et pour cause.

Nous serions amenés à penser que, pour entretenir un climat spécial en Tunisie afin de justifier la présence française de forces coercitives et répressives, la police arme le bras de tous les assassins. L'histoire ne se renouvellerait pas, elle continuerait seulement. L'assassinat de princes, de rois, de personnalités marquées ou « dérangantes » n'a-t-il pas été l'œuvre de l'Etat, qu'il soit royal ou républicain. L'assassin moral de Jaurès n'avait-il pas nom Poincaré ? aidé par toute la clique royaliste.

René GERARD.
(Suite page 2, col. 5.)

En Allemagne, malgré les tractations d'Adenauer et d'Ollenhauer, valets de la bourgeoisie internationale, la réponse des travailleurs confirme le mot d'ordre du prolétariat international :

HALTE AU FASCISME !

APRES les élections allemandes du 6 septembre, toute la presse a, bon gré ou mal gré, suivant le cas, reconnu une victoire d'Adenauer et de sa politique de communauté de défense européenne. Victoire parlementaire de la démocratie chrétienne, peut-être, mais il faut être aveuglé par les conceptions bourgeoises ou stalinien de la démocratie parlementaire pour ne pas voir plus loin.

Quel était en Allemagne le parti qui représentait le mieux la gauche, c'est-à-dire, dans l'esprit de la grande masse des ouvriers, le parti à l'avant-garde du mouvement social ? C'était, sans contestation possible, la social-démocratie.

Or, comment se présentait la social-démocratie à ces élections ? Avec le but évident de recueillir le moins de

voix possible, ceci dans le but de servir la politique pro-américaine d'Adenauer, de donner la victoire à Adenauer. Voyons plutôt les faits : « Alors que le parti du chancelier pratiquait une propagande électorale extrêmement active, la social-démocratie ne menait qu'une action incohérente, sans prise de position précise, sans mots d'ordre clairement définis. Bien plus, phénomène beaucoup plus grave, reconnu par la presse socialiste elle-même, la direction socialiste « n'a pas orienté sa campagne sur des thèmes authentiquement socialistes (11) ».

Mais, malgré ceci, malgré le prestige certain d'Adenauer qui apparaît comme le régénérateur de l'économie P. PHILIPPE.
(Suite page 2, col. 2.)

Problèmes essentiels

SECTARISME
ou INTRANSIGEANCE REVOLUTIONNAIRE

LA Fédération Anarchiste, élaborant d'année en année, une conception d'ensemble idéologique, tactique, organisationnelle, de plus en plus cohérente et ferme n'a pas manqué d'être parfois taxée de sectarisme. On opposait à ce prétendu sectarisme la « tolérance », l'esprit de libre polémique de « multiplicité créatrice », qui, paraît-il, font partie de l'arsenal anarchiste traditionnel. Arrêtons-nous donc un instant sur ce problème, sur ce faux problème (un de plus) qui n'en est pas moins important étant donné les confusions qu'il nous conduit à dissiper.

Précisons d'abord que nulle part ailleurs que dans notre organisation ne se trouve une plus grande possibilité de discussion, de confrontation, un militant, fût-il seul de son avis, pouvant s'exprimer autant qu'il le désire dans les réunions et le bulletin intérieur de l'organisation, et son point de vue étant ainsi communiqué à tous. Ceci dans le cadre des bases idéologiques (déclaration de principes) et des règles administratives (statuts) que chacun a acceptées entrant dans l'organisation. Publiquement, pour le travail de propagande et de pénétration, ce sont les positions adoptées dans les Congrès qui sont exposées. Rien de plus normal pour un mouvement révolutionnaire. Agir autrement serait non pas de la tolérance ou de l'esprit de libre discussion : ce serait la substitution à l'esprit militant et à la discipline que chacun a voulu librement en entrant dans l'organisation, de l'esprit de club, du dilettantisme.

Jamais peut-être avant que nous ayons défini une ligne claire, la liberté réelle de discussion et d'expression n'a été aussi grande dans la F.A. ; les partisans de la « multiplicité », de la « tolérance » ayant réservé la liberté d'expression aux uniques en leur genre, aux fantaisistes, mais ayant imposé des tabous : il n'y a guère, que dans la F.A. que l'on puisse librement parler des problèmes de l'Etat, examiner sans censure les données du matérialisme historique, sans être traité d'Etatiste ou de « marxiste ». On peut mesurer ainsi ce qui sépare le véritable esprit de libre examen de l'entretien du confusionnisme ou du jeu des belles polémiques, pompeusement appelées « tolérance ».

Par ailleurs, peut-il être question d'ouvrir nos colonnes à tous ceux qui se recommanderaient de l'anarchisme, sans autre précision, afin de donner de l'importance à des conceptions personnelles généralement bizarres et sans rapport avec les nôtres ? Autant vaudrait inviter nos adversaires déclarés à exprimer leurs points de vue sous prétexte de permettre à nos lecteurs de se faire une opinion. Notre mouvement n'est ni une Académie, ni le Club du Faubourg. Pour travailler, pour avancer, il faut une base de travail, une idéologie claire, précise, révisable bien entendu, comme l'hypothèse de travail du chercheur, du savant. Ce qu'il faut faire, tout au contraire, ce que nous faisons, c'est de dénoncer lorsqu'il en est besoin, les fausses interprétations qui risquent de gagner du terrain. Certes, il est facile de réunir beaucoup de gens, de faire du nombre, artificiellement, en taisant les divergences fondamentales sous prétexte de tolérance, mais que restait-il de tout cela devant les faits, au moment de l'action ? Les désaccords se font alors criants, même si jusque-là on a cru avoir quelque base de

commun avec des gens qui prenaient notre étiquette, et faute d'avoir été vigilants, faute d'avoir paru « sectaires » les plus sérieux ont perdu les claires notions qui sont la boussole dans l'océan des faits. Les expériences du mouvement anarchiste ont montré dans le passé les dangers des concessions, des compromis, des infiltrations individualistes ou idéalistes bourgeois. Récemment encore, ne voyions-nous pas certains « anarchistes » manifester leur admiration pour le philosophe libéral italien Benedetto Croce, à l'occasion de sa mort ? Il avait suffi qu'un penseur de la bourgeoisie parle de « liberté » pour que, sans analyser plus à fond sa conception de la liberté, certains se soient sentis une parenté avec lui. Il nous a été donné souvent même de voir de soi-disant « anarchistes », se considérer plus près des « libéraux » que des travailleurs socialistes ou communistes. A ce compte, Edouard Herriot serait plus près de nous que Lénine. Nous ne sommes pas certains que ce choix n'ait jamais été fait. Nous avons vu trop souvent aussi même de bons camarades « s'emballer », s'enthousiasmer parce que dans tel journal bourgeois, ils avaient trouvé une critique sur un point donné semblable à la nôtre. Ils avaient manqué de cette vigilance, de cette intransigeance révolutionnaires qui doivent nous tenir en garde en permanence, nous faire trouver les mobiles réels de telle déclaration qui à première vue peut paraître voisine des nôtres. D'autres se sont parfois laissés aller au choix de la « liberté » occidentale ou de la « tolérance » — justement — des socialistes, sans voir la réalité profonde, sans comprendre l'orientation fatale du bloc occidental ou sans penser que la tolérance ne coûte pas cher aux chefs socialistes sûrs de leur situation dans la bureaucratie du parti et prêts à toutes les sales besognes que la bourgeoisie n'ose pas toujours accomplir elle-même. Jules Moch, aussi,

fusilleur d'ouvriers est partisan de la tolérance sans conséquence, comme l'est la Franc-Maçonnerie pilier de l'Etat bourgeois et des privilèges. A la tolérance hypocrite, nous opposons la encore l'intransigeance, la vigilance.

Mais par contre, à chaque fois que nous avons rencontré un camarade ou un groupe de camarades qui sincèrement cherchent une voie, qui s'approchent de nos conceptions, nous les avons accueillis et fraternellement la discussion, une discussion honnête et fructueuse s'est établie. C'est là la véritable tolérance qui n'a rien de commun avec la porte ouverte aux ambitieux ou aux génies de village méconnus qui d'emblée veulent voir leurs élucubrations ou leurs pauvretés mises sur le même pied que la pensée mûrement élaborée d'une organisation. C'est là la véritable tolérance qui interdit de rire d'un sympathisant maladroît qui parlera de l'Etat anarchiste », phrase taboue qui déclenche l'excommunication majeure des partisans (pour eux seuls) de la libre expression.

Seuls les imbéciles ou les naïfs, ou les dilettantes, peuvent prendre pour du « sectarisme » cette défense à tout prix des positions idéologiques qui représentent une expérience historique chèrement payée, positions qui permettent, dans des conditions favorables (plus proches que les dilettantes ne le pensent), d'exprimer et clarifier les luttes des masses et d'ouvrir un chemin à la Révolution.

Quel militant révolutionnaire oserait prétendre qu'il préfère aux nécessités qu'implique cette défense, qu'il préfère à l'intransigeance et à la vigilance révolutionnaires les plaisirs de semi-intellectuel des clubs et des cénacles ?

Georges FONTENIS.

DOCUMENTS

Benedetto Croce

Philosophe de la liberté abstraite et défenseur des « nécessités historiques » de la réaction

Nous reproduisons ici quelques extraits de Croce, parus dans le journal de nos camarades italiens, l'Impulso. La reproduction de ces textes prend toute son importance lorsque l'on sait que trop de gens ont vu en Croce un libéral bourgeois, certes, mais voisin de l'anarchisme par sa théorie de la liberté.

I. — Dans « *Ministre avec Giolitti* » (Nouvelles pages, vol. 1, Naples, Ricciardi 1949, page 56), Croce écrit, n'hésitant devant aucune invention :

« ... Il me raconta la visite du tsar Nicolas II à Rome et des grandes inquiétudes qu'il avait des anarchistes, lesquels, quelques années avant, avaient réussi par des menaces à l'empêcher de venir, éveillant ainsi des appréhensions parmi la police russe. Mais Giolitti, qui connaissait comment étaient et ce que disaient les anarchistes à Rome, envoya un ambassadeur aux anarchistes afin de leur demander s'ils acceptaient de se rendre pour 4 ou 5 jours en prison, avec une prime journalière de 20 (vingt) lires. Tous acceptèrent et le tsar n'eut pas d'ennuis. A la fin de son anecdote il commenta : « Ce sont de simples moyens... »

II. — Croce parle du mouvement populaire révolutionnaire russe du siècle dernier, en ces termes :

« Le principe de nier pour nier et de la révolution pour la révolution, et l'élan frénétique vers la destruction de toute la civilisation et de toute l'histoire, qui avaient déjà un apôtre dans la vieille génération, en un russe vivant hors de Russie : Bakounine... ne présentait à la Russie que le choix entre l'autocratie et l'anarchisme, ou plutôt, puisque l'anarchie n'est pas un choix, entre une forme ou une autre d'autocratie sociale ment diverse, politiquement identiques, et, certes, comme les observateurs politiques le disaient et comme les faits le démontraient, beaucoup de fautes y voyaient là l'espérance d'une révolution en un sens libéral. »

(Histoire d'Europe dans le 18^e siècle, (3^e édition, Bari, datée 1932.)

III. — Croce définit la Commune de Paris comme suit :

« Convulsions de gens vaincus et

armés et non résignés, et dans lesquelles ressurgirent les absurdes idées fédéralistes et s'engageant vers une tendance de république sociale. »

(Ibid, page 266.)

IV. — Croce parlant des mouvements en Sicile et à Lunigiana en 1894 :

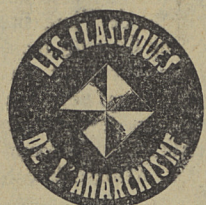
« ...Crispi arrêta un mouvement qui n'avait aucun germe vital et qui était sans avenir. Ce mouvement n'était pas, comme se plait à l'affirmer Crispi, qu'une simple révolte de gens de « mauvaise vie » (quoique ceux-ci s'y mêlèrent certainement) : mais ils prirent une part directive des idéalistes et des hommes généreux. Quelques-uns de caractère ferme et de vie très honnête. Mais le tort de ces hommes,

de ces jeunes, était d'exciter et d'amener à eux des masses ignorantes et inconscientes, c'est-à-dire tenter, à de bonnes fins, soit, un imbroglio ne menant à rien, et qui tenu par le mensonge, mérite d'être détruit par la force. »

(Histoire de l'Italie de 1871 à 1925, 2^e édition, Bari, Laterza, 1918.)

V. — Croce parlant de l'attentat Bresci :

« Un épilogue douloureux de cette lutte des réactionnaires et libéraux avec l'assassinat, qu'un anarchiste, venu d'Amérique, accomplit le 29 juillet à Monza contre le bon et chevaleresque roi Umberto, lequel avait toujours uni sa vie à celle de l'Italie... l'image même de la loyauté et de la gentillesse. L'Italie pleure du fond de son cœur ce prince, qui tomba victime de son devoir, qui est mort pour tous, comme un soldat à l'avant-garde de la défense commune. »

Le Capitalisme et l'Etat
contre les Travailleurs

MICHEL BAKOUNINE

La loi d'airain du salariat

Extraits de la « *Revolution Sociale et la Dictature militaire* »

Quel est, dans un pays donné, le plus bas salaire possible ? C'est le prix de ce qui est considéré par les prolétaires de ce pays comme absolument nécessaire pour l'entretien d'un homme. Les économistes bourgeois de tous les pays sont d'accord sur ce point.

Turgot, celui qu'on est convenu d'appeler le vertueux ministre de Louis XVI et qui était réellement un homme de bien, dit :

« Le simple ouvrier qui n'a que ses bras, n'a rien qu'autant qu'il parvient à vendre à d'autres sa peine. Il la vend plus ou moins cher ; mais ce prix, plus ou moins

haut, ne dépend pas de lui seul : il dépend de l'accord qu'il fait avec celui qui paie son travail. Celui-ci le paie le moins cher qu'il peut ; comme il a le choix entre un grand nombre d'ouvriers, il préfère celui qui travaille au meilleur marché. Les ouvriers sont donc forcés à baisser le prix à l'envi les uns des autres. En tout genre de travail, il doit arriver et il arrive que le salaire de l'ouvrier se borne à ce qui lui est nécessaire pour lui procurer son existence. » (Réflexions sur la formation et la distribution des richesses.)

J.-B. Say, le vrai père des économistes bourgeois en France, dit aussi :

« Les salaires sont d'autant plus élevés que le travail est plus demandé et moins offert, et ils se réduisent à mesure que le travail de l'ouvrier est plus offert et moins demandé. C'est le rapport de l'offre avec la demande qui règle le prix de cette marchandise appelée le travail de l'ouvrier, comme il règle le prix de tous les autres services publics. Quand les salaires vont un peu au delà du taux nécessaire pour que les familles des ouvriers puissent s'entretenir, les enfants se multiplient et une offre plus grande se proportionne bientôt à une demande plus étendue. Quand, au contraire, la demande de travailleurs reste en arrière de la quantité des gens qui s'offrent pour travailler, leurs gains décident au-dessous du taux nécessaire pour que la classe puisse se maintenir au même nombre. Les familles les plus accablées d'enfants disparaissent ; dès lors, l'offre du travail décline, et le travail étant moins offert, le prix remonte... De sorte qu'il est difficile que le prix du travail du simple manoeuvre s'élève ou s'abaisse au-dessous du taux nécessaire pour maintenir la classe (des ouvriers, le prolétariat) comme Turgot et Say en conviennent, à pour effet nécessaire de ne donner en salaires à l'ouvrier que ce qui l'empêche tout juste de mourir de faim, et maintient la classe au nombre dont on a besoin. » (1)

(1) N'ayant pas les ouvrages ci-dessus nommés sous la main, j'emprunte toutes ces citations à l'« Histoire de la Révolution de 1848 », par Louis Blanc. M. Louis Blanc les fait suivre par les paroles suivantes :

« Ainsi nous voilà bien avertis. Nous savons maintenant, à n'en pouvoir douter, que, suivant tous les docteurs de la vieille économie politique, le salaire ne saurait avoir d'autre base que le rapport de l'offre et de la demande, quoiqu'il résulte de là que la rémunération du travail se borne à ce qui est strictement nécessaire au travailleur « pour qu'il ne s'éteigne pas d'inanition ». A la bonne heure, et il ne reste plus qu'à répéter le mot échappé à la sincérité de Smith, le chef de cette école : « C'est peu consolant pour les individus qui n'ont d'autre moyen d'existence que le travail ! » (B.)

ITALIE Le cas de BRUNO TEALDO

Plusieurs responsables du Parti Communiste Italien ont, ces derniers temps, quitté ce parti pour venir renforcer les rangs de nos camarades des Groupes Anarchistes d'Action Proletarienne (G.A.A.P.). Nous publions ici la lettre de l'un d'entre eux, parue dans l'Impulso du 15 août 1953 :

VICENZA.

— Au Secrétariat de la Fédération P.C.I.
— Au Comité Fédéral du P.C.I.
— Au Comité Exécutif de la section « Argiuna ».

APRES avoir longuement réfléchi, j'ai pris la décision de donner ma démission au Parti Communiste Italien.

Les motifs qui m'ont poussé à cela sont d'ordre politique : d'autres motifs seraient inadmissibles et ne pourraient justifier l'abandon du parti, surtout en ce moment où le devoir est d'intensifier la lutte, et non pas crier victoire par suite des résultats obtenus le 7 juin.

Mon adhésion au Parti Communiste Italien date du lendemain de la guerre, après la Libération, et depuis j'ai donné au Parti toute mon activité, premièrement comme secrétaire de cellule, puis comme secrétaire de section, membre du Comité Fédéral et de la Commission organisationnelle. Tous les camarades connaissent le travail que j'ai fait, dans des conditions difficiles, dans le seul but de servir le Parti et l'intérêt de la classe ouvrière.

En date du 10 octobre 1951, le Comité Fédéral prenait une mesure de suspension à mon égard, pour avoir refusé la carte à un individu qui ne la méritait pas. Tout le procédé qui suivit pour imposer ma suspension, pour isoler du Parti un homme qui, en d'autres occasions aussi, avait revendiqué pour lui et d'autres camarades le droit de critique et de discussion, tout cela m'a démontré que les statuts du Parti ne sont qu'un chiffon de papier, qu'il n'existe dans le Parti aucune démocratie interne, que dans le Parti a été instaurée la dictature personnelle des hommes qui ont perdu tout contact avec la classe ouvrière, et qui ne peuvent plus comprendre la classe ouvrière.

Je me souviens bien des réunions du Comité Fédéral, auxquelles j'ai participé à l'époque de mon activité. Chaque fois j'avais la nette sensation qu'il ne s'agissait pas d'élaborer ensemble un programme de travail, mais surtout d'approuver ce que quelques petits dictateurs avaient déjà élaboré avant.

C'étaient ceux-là qui traçaient la ligne politique du Parti, ligne politique qui est chaque jour moins révolutionnaire, toujours plus légale et parlementaire. Beaucoup de camarades contestent cette ligne politique, mais leurs opinions ne sont jamais transcrites dans les rapports.

Depuis 1945 à aujourd'hui, les cellules et sections du Parti n'ont fait autre chose que de l'ordinaire administration. Je n'ai pas vu cet esprit de lutte qui, dans un moment tout à fait révolutionnaire, devrait animer un Parti qui se dit communiste et qui ne perd, au contraire, aucune occasion pour réaffirmer en paroles et en fait, l'absolu respect de la légalité démocratique. Les dirigeants du Parti ont plusieurs fois étouffé les initiatives parties de la base et senties par la base.

Dans le Syndicat on a continué à faire appel à l'unité de la classe ouvrière, mais là aussi, il ne s'est fait que du travail organisationnel : la C.G.I.L. a été à la remorque de la classe ouvrière, au lieu de se mettre en tête pour faire une véritable lutte révolutionnaire. Pourtant, il y a eu des occasions où les travailleurs

auraient compris et suivi sur le plan d'une véritable lutte de classe : mais cela n'a pas été fait.

Dans notre province, combien de luttes jamais menées à bien, combien de luttes abandonnées ! Je me souviens de l'ex-Cajroni, de l'Isotta Fraschini. Je me souviens du lock-out de l'Isotta, laquelle fut reprise ensuite par les ouvriers, mais non par ceux inscrits au P.C.I. Je me souviens des métayers et petits fermiers qui n'ont pas encore eu satisfaction. Je me souviens la lutte manquée contre un gouvernement qui punissait les cheminots de dix jours de suspension, pour avoir le 30 mars, protesté contre la « legge truffa ». On se limitait à de petites protestations et tout se terminait en bulles de savon. Je me souviens de l'abandon de la lutte pour les travaux d'améliorations du sol de S. Agostino, grâce auxquels beaucoup de jeunes auraient trouvé un peu de travail, beaucoup de pères la possibilité de donner du pain à leurs fils. Pourtant, cette agitation avait l'appui des commerçants et en ce qui concerne les travaux d'amélioration du sol, en plus de donner du travail à des chômeurs, ils auraient apporté aussi un bénéfice aux campagnes environnantes.

Les camarades ont attendu et attendent la preuve que le P.C.I. est leur Parti révolutionnaire ; continuant à lui donner leur incessant travail ; continuant à avoir confiance en leurs dirigeants ; mais, moi, aujourd'hui, je ne crois plus qu'une preuve puisse venir de ce Parti.

Je ne le crois plus, parce que les derniers événements de l'Allemagne de l'Est m'ont ouvert les yeux. Ce qui ne m'était pas clair, m'est devenu clair : aujourd'hui j'ai compris la véritable nature de ce Parti.

Si le Parti communiste était le véritable Parti de la classe ouvrière, il n'aurait pas lancé les chars armés sur la population sans armes qui réclamaient des conditions plus humaines de travail ; il n'aurait pas fait fusiller des dizaines de travailleurs ; il n'en aurait pas emprisonné des milliers.

Si le Parti communiste était le véritable Parti de la classe ouvrière, il n'aurait pas réprimé dans le sang une protestation légitime et sacro-sainte, répression propre aux gouvernements bourgeois ; il n'aurait pas eu recours au vil mensonge de qualifier d'agents provocateurs et fascistes, des masses entières d'ouvriers en grève.

Les gouvernements bourgeois aussi répriment les agitations ouvrières avec l'excuse qu'elles sont le fait des agents de Moscou, qui jouent le jeu de Moscou ; le gouvernement soi-disant communiste se comporte de la même façon, donc il est aussi un ennemi de la classe ouvrière, désormais, il n'y a pas de doute là-dessus, et c'est pour cela que j'abandonne le Parti.

Mais démissionner du Parti ne veut pas dire abandonner la lutte des classes et la lutte politique dans l'intérêt du prolétariat. Moi qui connais la dure, l'humiliante condition des ouvriers, moi qui ai vécu leur vie, vie de continuels sacrifices et de privations, moi qui seulement avec mon travail ai pu gagner un morceau de pain, je serai toujours aux côtés des travailleurs et des exploités dans leurs luttes et dans leurs revendications.

Et c'est pour cela qu'aujourd'hui je salue, sans rancœur, tous les camarades de base, les activités et les dirigeants de foi révolutionnaire avec lesquels, pendant six ans, j'ai développé mon activité, croyant que c'était dans l'intérêt du prolétariat ; mais ce n'est pas un adieu, mais un encouragement à mener plus activement la lutte pour un véritable communisme, sans attendre les ordres du Parti, et sur un chemin où le Parti ne pourra suivre et ne suivra pas.

Vicenza, le 30 juin 1953.
F. To Bruno TEALDO.

Le Libertaire

pendant les vacances ne paraît que tous les quinze jours

Prochain numéro sur 4 pages le 8 Octobre

Amis Lecteurs...

Pour vos vacances... du 1^{er} juin au 30 septembre, nous vous offrons une série de livres cédés au prix coûtant. En même temps que vous agrémenterez vos loisirs, vous aiderez votre journal.

- 1^{er} LOT : 700 francs
J. Maitron. — Paul Delesalle.
J. Graves. — Réformes, Révolution.
- 2^e LOT : 850 francs
D.-O. Evans. — Le Socialisme romantique.
N. Makho. — La Révolution russe en Ukraine.
M. Collinet. — La Tragédie du Marxisme.
- 3^e LOT : 950 francs
H. Beuve-Méry. — Réflexions politiques (1932-1952)
Engels-Marx. — Correspondance (1887-1883).
(1884-1895).
- 4^e LOT : 550 francs
L. Trotzk. — Pages choisies et expliquées de Marx.
J. Grave. — Réformes, Révolution.
C. Berneri. — Le juif antisémite.
- 5^e LOT : 2.500 francs
P. Mus. — Viet-Nam, sociologie d'une guerre.
P. Devillers. — Histoire du Viet-Nam de 1940 à 1952.
J.-J. Brieux. — La Chine du nationalisme au communisme.

- 6^e LOT : 950 francs
T. Mende. — L'Inde.
V. Serge. — Mémoires d'un révolutionnaire.
- 7^e LOT : 1.000 francs
Henry Poulaille. — Pain de soldat.
Le Pain quotidien.
G. Glaser. — Secret et Violence.
- 8^e LOT : 450 francs
F. Planché. — Kropotkine.
C. Marker. — Regards sur le mouvement ouvrier.
P.-J. Proudhon. — Du principe fédératif.

- 9^e LOT : 1.000 francs
J. Cervione. — La Femme du docteur.
G. Glaser. — Secret et violence.
R. Robban. — Si l'Allemagne avait vaincu.
- 10^e LOT : 500 francs
R. Vaillant. — Bon pied, bon œil.
A. Rimbaud. — Un cœur sous une soutane.
M. Audoux. — L'Atelier de Marie-Claire.
- 11^e LOT : 500 francs
C. Abdullah. — Maison d'enfants.
J. Humbert. — En pleine vie.
D^e Laurence. — La Connaissance paranormale.

- 12^e LOT : 1.500 francs
V. Crastie. — André Breton.
A. Memmi. — La Statue de sel.
C. Himes. — La Croisade de Lee Gordon.
- 13^e LOT : 1.200 francs
B. Brecht. — Le Roman de quat'sous.
F. Boyer. — Jeux interdits.
F.-R. Delavalle. — Le Jeu solitaire.
- 14^e LOT : 850 francs
Entretien psychiatriques 1952.
La Méthode des fables en psychanalyse infantile
La Connaissance paranormale.
- 15^e LOT : 850 francs
Volline. — La Révolution inconnue (1917-1921).
Mohammed Oib. — Algérie, la grande maison
R. Neumann. — Colin-Maillard.
- Commandes à René Lustré, 145, quai de Valmy - Paris-X^e
C.C.P. Paris 8032-34

LES Comités d'Action actuellement existant sont en fait la continuation sous un nouveau nom des Comités de Grève qui ont traduit la volonté des travailleurs débordant et bousculant les directions syndicales traîtres. Cette survie est le signe d'une combativité maintenue après la fin des grèves : les travailleurs entendent rester prêts à reprendre l'action, et ils veulent conserver les organismes qu'ils ont créés et qu'ils contrôlent, les organismes d'unification que rendaient nécessaires les trahisons et les divisions syndicales.

C'est justement le but que les chefs de la C.G.T. visent : n'ayant pu empêcher la constitution de ces Comités d'Action, la confiance ou la déception des travailleurs.

SUR UNE TRAHISON

e cette circulaire :
Paris, le 9 septembre 1953.

Voici l'essentiel de

Paris, le 9 septembre 1953.